

**79<sup>ème</sup> Congrès du Parti socialiste**  
**Contribution thématique autour de l'unité territoriale**

**S'Unir Pour Agir**

**Premier signataire : Jean-David CIOT, Ancien Député des Bouches-du-Rhône, Maire du Puy-Sainte-Réparate, Membre du Bureau national du Parti socialiste.**

Dans les Bouches-du-Rhône, partout où nous étions rassemblés, les socialistes, les écologistes, l'ensemble des forces de gauche et citoyennes ont participé à la reconquête territoriale, qui s'est traduite par de nombreuses victoires les 15 mars et 28 juin 2020.

Marseille, deuxième ville de France, symbolise la victoire d'un large mouvement citoyen ayant su rassembler l'ensemble des acteurs politiques de gauche, autour d'une société civile qui ne s'était jamais autant impliquée lors des élections municipales.

Le succès de la gauche rassemblée s'est poursuivi à l'occasion des élections sénatoriales, avec l'entrée à la chambre haute du Parlement de trois sénateurs issus de formations et sensibilités politiques différentes : communiste, socialiste et écologiste.

La gauche rassemblée a démontré qu'elle pouvait gagner lorsqu'elle est unie.

Demain, les échéances électorales, départementales et régionales, nous imposent d'être à la hauteur des attentes de nos concitoyens.

Face à une droite qui ne cesse d'affaiblir les plus démunis et une extrême-droite qui tente de masquer son vrai visage, seule une union de la gauche est possible.

Face au désengagement financier de l'Etat et au peu de soutien de la part du Département et de la Région, pour investir durablement sur l'ensemble de nos territoires, seule une union de la gauche est possible.

Face aux enjeux sanitaires, sociaux, économiques, environnementaux et démocratiques, seule une union de la gauche est possible.

« S'unir Pour Agir » est la seule réponse que nous puissions apporter à nos concitoyens.

Unis, nous saurons convaincre.

Unis, nous pourrions reconquérir.

Unis, nous gagnerons.

**Pour répondre à l'urgence sanitaire**

La catastrophe sanitaire que nous traversons actuellement est vécue différemment en fonction des situations sociales et familiales. Un grand nombre de nos concitoyens ont en effet vu leur cadre et leur qualité de vie se dégrader, en raison d'une perte de revenus, de pouvoir d'achat et d'un isolement contraint et subi.

Les inégalités sociales et territoriales sont ainsi devenues visibles aux yeux de tous depuis plusieurs mois.

Nous subissons d'autant plus cette crise sanitaire par un manque d'anticipation et d'investissement de la part des pouvoirs publics. Les moyens investis dans l'hôpital public ne sont pas à la hauteur des équipements et des effectifs médicaux attendus.

Des disparités territoriales subsistent entre les territoires, qui ne sont pas tous égaux face à l'accès aux soins.

Nous augmenterons aujourd'hui l'espérance de vie en investissant massivement dans l'hôpital public, en luttant contre les déserts médicaux, à travers la réouverture de lits sur tous les territoires, avec un nombre conséquent de personnel soignant et une augmentation du nombre d'aides à domicile.

Nous, élus locaux, militants associatifs et syndicaux, citoyens, professionnels, sommes les premiers à participer aux espaces de concertation au sein des gouvernances hospitalières pour répondre à une meilleure organisation territoriale, continuité et présence humaine autant que matérielle dans l'accès aux soins.

## **Pour répondre à l'urgence sociale**

Il est évident que les plus fragiles, jeunes précaires, personnes aux revenus modestes et aux faibles pensions de retraite, isolées, en perte d'autonomie ou en situation de handicap, sont les plus durement frappés par la crise.

Le manque d'accompagnement de la part des pouvoirs publics n'a pas permis de les protéger suffisamment pour améliorer leurs conditions et leur niveau de vie.

Nous devons aujourd'hui faire face à des violences familiales, conjugales et sociétales plus fortes, en partie dues à des situations d'isolement rendues difficiles pour les personnes les plus fragiles.

Nous, socialistes, écologistes, progressistes et humanistes, avons toujours fait du principe de solidarité une priorité.

Seule une politique basée avant tout sur la place de l'humain au sein de la société nous permettra de résorber les inégalités sociales.

Nous sommes convaincus que nous réussirons à répondre aux besoins essentiels des personnes les plus défavorisées, en augmentant la participation de chacun à l'effort collectif.

L'inclusion des personnes en situation de handicap demeure pour nous une priorité, à laquelle nous répondrons en développant les structures spécialisées, pour permettre à tous d'accéder à l'éducation, la santé, l'emploi, aux services de proximité et à tous les espaces de vie partagée, afin que chacun puisse se sentir pleinement citoyen.

Prise d'initiative citoyenne, engagement associatif, accueil, accompagnement et innovation, constituent des missions essentielles d'utilité publique qui permettent aujourd'hui de pallier les carences des pouvoirs publics.

## **Pour répondre à l'urgence écologique et climatique**

Les enjeux majeurs de transition écologique et de lutte contre le réchauffement climatique ne sont pas encore suffisamment pris en compte dans l'ensemble des projets de développement territorial.

La prise de conscience environnementale est l'affaire de tous. Nos comportements citoyens et notre rapport à l'environnement jouent un rôle déterminant dans notre cadre et qualité de vie.

Nous, militants et élus de la social-écologie, sommes déterminés à adapter et changer progressivement nos modes de production et de consommation.

Nous devons continuer à réduire l'utilisation des pesticides et limiter l'artificialisation des sols pour garantir la biodiversité, la souveraineté alimentaire et promouvoir le développement durable.

Nous contribuerons à réduire la facture énergétique des ménages les plus fragiles en investissant en priorité dans la rénovation thermique des bâtiments, le développement des circuits courts de production et des sources locales d'énergies renouvelables.

Nous préserverons le climat en engageant la réduction de notre empreinte carbone, accentuée par une trop grande émission de gaz à effet de serre et de rejets polluants dans l'air, l'eau et les sols.

Notre priorité est de faire de l'écologie un vecteur de mieux vivre ensemble pour retisser du lien social et préserver notre environnement.

Nous agissons au quotidien sur nos territoires pour intégrer le numérique dans l'enjeu environnemental, afin de responsabiliser et maîtriser l'impact environnemental du numérique.

## **Pour répondre à la fracture numérique**

La rapidité des avancées technologiques a engendré une rupture d'égalité entre nos concitoyens et accentué la fracture numérique sur notre territoire.

Il existe actuellement des disparités territoriales dans l'accès au numérique, à travers un manque d'équipements, d'outils et de réseaux de qualité.

Les personnes les plus fragiles et isolées manquent aujourd'hui d'accompagnement, de formation et d'inclusion au numérique, pourtant indispensable dans l'accomplissement de toute démarche administrative, avec la dématérialisation croissante des services publics.

Nous, militants et élus socialistes, acteurs citoyens et politiques, considérons que la médiation numérique constitue aujourd'hui un facteur de cohésion sociale.

Notre priorité est d'agir pour renforcer la couverture numérique, afin que tous les territoires isolés et mal desservis puissent bénéficier d'un accès à un internet haut débit, d'infrastructures, de services et d'usages adaptés.

Nous serons alors en capacité de construire une véritable politique du numérique, coordonnée à l'échelle des territoires, structurante et durable.

Demain, nous ferons du numérique un bien commun, un droit et un service public à part entière, qui pourra se déployer de manière égale sur chacune des 119 communes des Bouches-du-Rhône.

Nous créerons ainsi de nouvelles solidarités et nous permettrons à chaque habitant de s'impliquer et participer à la vie citoyenne.

### **Pour répondre aux ruptures d'égalité dans l'accès à l'éducation**

Durant la période de confinement, et postérieurement, les inégalités scolaires sont devenues de plus en plus marquantes.

L'ensemble des familles n'ont pas pu faire face à la crise de la même manière, ce qui a eu pour conséquence de creuser les inégalités entre les élèves.

Un grand nombre d'entre eux se sont en effet retrouvés démunis face au manque d'accompagnement, de moyens matériels et numériques, ou encore d'espaces de travail.

Chaque élève ne se retrouve pas aujourd'hui dans une situation d'égalité face à l'organisation des temps périscolaires, qui nécessitent un encadrement renforcé pour réduire les écarts entre les plus fragiles.

Notre priorité est d'agir pour lutter contre le décrochage scolaire, en limitant les situations d'exclusion sociale et d'échec scolaire.

Nous réduirons ainsi les inégalités d'accès aux savoirs et à l'apprentissage et nous garantirons l'épanouissement individuel et collectif de chacun.

L'accès aux études pour tous les jeunes demeure encore trop inégalitaire, et les collectivités territoriales ont un rôle essentiel à jouer pour faire en sorte qu'ils ne tombent pas dans la précarité. La question de l'ouverture de l'accès aux minimas sociaux pour les jeunes se pose également pour répondre à la perte d'activité des étudiants dans le financement de leurs études.

La création d'emplois aidés à destination des étudiants et jeunes issus des quartiers en difficulté s'avère une des solutions envisageables.

La Région a un rôle à jouer dans l'encadrement et la valorisation des projets professionnels de chacun. La filière professionnelle pourrait être renforcée à travers une plus grande offre de formations, adaptée aux enjeux et aux emplois à pourvoir sur nos territoires.

Les enseignants-chercheurs méritent également d'être davantage accompagnés dans leurs travaux, avec un renforcement de l'accès aux ressources et aux financements.

Nous, socialistes, avons toujours fait de l'éducation le premier vecteur d'émancipation et de réussite sociale. Penser aux futures générations, c'est investir dans l'accès à l'éducation.

### **Pour renforcer l'accès à la culture et l'engagement associatif**

La crise affecte en premier les plus démunis, qui se tournent vers l'aide des associations luttant contre la pauvreté et l'exclusion, face à la carence des pouvoirs publics.

Notre modèle culturel se trouve aujourd'hui à bout de souffle, face à des subventions aux associations de plus en plus réduites, la suppression des emplois aidés et une précarité de l'emploi avérée dans le secteur culturel.

Nous, socialistes, citoyens, pensons que la culture représente une solution pour lutter contre les inégalités sociales et territoriales.

Le monde associatif mérite d'être renforcé dans ses missions essentielles d'intérêt général. Nous agissons pour remettre la culture au cœur des projets politiques, lors de l'élaboration des budgets locaux.

Cela passe également par une coopération entre tous les niveaux de collectivités territoriales, afin d'assurer la diffusion de projets artistiques et culturels sur l'ensemble du territoire.

La Région doit en ce sens devenir la « cheffe d'orchestre » des politiques culturelles, sportives et associatives.

Nous faisons de la culture une priorité politique pour recréer de la solidarité, rapprocher les personnes issues de milieux culturels et sociaux opposés, lutter contre les situations d'exclusion, le racisme, les discriminations, favoriser la liberté d'expression et l'implication citoyenne.

### **Pour renforcer l'accès au logement et l'aménagement du territoire**

L'accès au logement s'avère de plus en plus difficile pour notre jeunesse.

Le logement représente aujourd'hui la plus grande charge mensuelle à supporter pour les plus modestes, et par conséquent le premier facteur de réduction du pouvoir d'achat.

Le coût du logement n'a cessé d'augmenter au sein des grandes agglomérations ces dernières années, ce qui pousse un certain nombre de familles à partir s'installer à la périphérie et dans les campagnes.

Nous, socialistes, écologistes, pensons que le logement doit se concevoir dans une perspective globale d'aménagement du territoire, permettant la mixité générationnelle et sociale.

Nous sommes convaincus que les politiques d'aménagement du territoire se dessinent à l'échelle des bassins de vie et d'emploi.

Notre priorité consiste aujourd'hui à réduire la spéculation foncière, anticiper la dégradation et la rénovation énergétique du bâti existant et remettre tous les bâtiments aux normes sociales et environnementales.

Nous n'acceptons pas de voir les familles les plus modestes vivre dans des conditions de vie indécentes, alors que dans le même temps certains logements restent encore vacants.

Nous agissons pour réduire les inégalités d'accès au logement, renforcer les critères de transparence dans l'attribution des logements sociaux et prévenir les expulsions locatives.

Nous manquons aujourd'hui de centres d'hébergement d'urgence.

Nous pensons qu'il serait bon d'étendre le dispositif d'encadrement des loyers dans toutes les zones tendues et de prendre en compte les zones rurales dans les critères d'attribution des prêts à taux zéro.

Nous garantissons le droit au logement en renforçant les dispositifs de soutien et de solidarité mis en place par les collectivités territoriales, afin d'aider les familles modestes et les jeunes actifs à accéder à la propriété.

Notre ambition est de construire des logements répondant à l'ensemble des critères thermiques pour réduire le coût du chauffage, renforcer le pouvoir d'achat et prévenir ainsi les impayés de loyers et l'endettement de nos concitoyens.

Il y a urgence à produire plus de logements accessibles aux familles modestes, relancer les chantiers de la rénovation urbaine et renforcer la mixité sociale de l'habitat sur nos territoires.

### **Pour se déplacer durablement et paisiblement**

La complexité et la saturation des déplacements, face à l'augmentation de la pollution et une population croissante toujours plus en mouvement, nous imposent de repenser nos modes de transport.

Il est évident que nous ne pouvons plus nous déplacer de la même manière aujourd'hui qu'il y a vingt ou trente ans. Nos axes routiers ne sont plus adaptés aux flux de circulation et notre qualité de vie s'avère aujourd'hui d'autant plus dégradée.

Nous répondrons aux mobilités actuelles en investissant dans de nouveaux modes de circulation doux, tels que les vélos et bus circulant à l'hydrogène ou à l'électrique, en multipliant les voies de transports en site propre et en développant le recours au téléphérique.

Nous, socialistes, écologistes, agissons sur nos territoires pour développer des infrastructures et des moyens de transport collectif, avec comme première préoccupation, la réduction des coûts environnementaux, économiques et sociaux.

Notre priorité consiste à étendre l'offre et la desserte des lignes ferroviaires à l'échelle régionale et permettre à tous les usagers des transports d'utiliser des lignes routières interurbaines, à travers le déploiement des pôles d'échanges multimodaux et parcs relais.

Nous porterons de nouvelles formes de solidarité en incitant à la pratique du covoiturage et de l'autopartage.

### **Pour créer de l'emploi et favoriser le développement économique**

Les inégalités économiques, l'accès à l'emploi et le chômage de masse frappent aujourd'hui de plein fouet le territoire des Bouches-du-Rhône.

Les disparités dans l'emploi et les écarts de revenus participent aujourd'hui au creusement des inégalités sociales.

Les petites et moyennes entreprises ont été durement touchées par la crise et nécessitent un accompagnement particulier de la part des collectivités territoriales pour assurer leur survie. L'accompagnement vers la reconversion professionnelle constitue également pour nous une nécessité.

Nous renforcerons l'installation de commerces de proximité en centre-ville et nous entamerons la reconversion de certaines grandes zones commerciales devenues obsolètes.

Notre priorité est de garantir l'accès à l'emploi des jeunes, en anticipant l'émergence de nouveaux métiers, la création d'emplois durables et les besoins dans le domaine de l'écologie et du numérique.

Nous, socialistes, écologistes, agissons pour anticiper la reconversion écologique de notre tissu industriel et de l'ensemble de l'économie locale, rationaliser les outils de production et réduire les coûts environnementaux.

Nous favoriserons ainsi l'emploi local et créerons les conditions de la réussite professionnelle et sociale, tout en veillant à la responsabilité sociale et environnementale des entreprises.

### **Pour assurer la protection et la tranquillité de tous**

Face à la montée en puissance de l'utilisation et la circulation des données numériques, des questions de sécurité juridique, à la fois publique et privée, se posent quotidiennement.

La protection des libertés publiques est un droit fondamental que nous devons garantir à l'ensemble de nos concitoyens.

En période de crise sanitaire, les maires se sont retrouvés en première ligne pour affronter les problèmes de sécurité et de tranquillité publique au sein de nos communes.

Nous, socialistes, avons toujours privilégié la concertation comme moyen de prévention de la violence, à travers la mise en place de réunions publiques pour aller au contact des populations et impliquer les citoyens dans la recherche de solutions adaptées et efficaces.

Notre priorité est de déployer des moyens et effectifs conséquents pour assurer la sécurité de nos concitoyens, sur tous les territoires, afin de faire respecter les droits de chacun d'entre nous.

### **Pour assainir les finances publiques locales**

Le cadre financier des collectivités territoriales manque aujourd'hui de stabilité pour garantir la cohésion, la péréquation et la solidarité.

Nous devons avant tout pouvoir évaluer la soutenabilité financière de nos politiques publiques pour garantir leur existence et leur efficacité.

Nous agissons aujourd'hui pour que les collectivités territoriales disposent des moyens nécessaires à l'exercice de leurs compétences.

Nous souhaitons associer les citoyens dans l'élaboration d'une part de budget participatif, pour lutter ainsi contre l'éloignement entre les pouvoirs publics et la population.

Notre priorité consiste à renforcer la lisibilité et la cohérence de la fiscalité budgétaire locale. Nous, socialistes, avons toujours cherché à simplifier et à rendre la fiscalité plus progressive, pour réduire les inégalités de traitement entre les contribuables et le sentiment d'injustice fiscale vécu par une partie de nos concitoyens.

La justice sociale passe avant tout par l'équité fiscale, la transparence et l'efficacité des politiques publiques locales.

### **Pour favoriser la démocratie citoyenne locale**

Notre démocratie souffre depuis trop longtemps d'un manque de participation lors des consultations électorales, en particulier locales.

Nous, militants, élus, souhaitons retisser le lien social à travers la participation citoyenne, pour faire vivre le débat démocratique et permettre à tous de s'approprier les politiques publiques. Nous agissons pour garantir la continuité des services publics au niveau local et le bien-être de tous nos concitoyens.

Notre priorité est de rétablir un lien durable entre les décideurs politiques et les acteurs citoyens, en construisant ensemble des politiques adaptées aux besoins de la population.

Nous saurons régénérer la démocratie en partant de l'échelle locale, à travers la multiplication des consultations citoyennes.

Nous pensons que la mise en place d'un véritable statut de l' élu pourrait permettre de favoriser le renouvellement, la parité, la diversité et la représentation politique.

-----

Unis, nous porterons demain des politiques publiques structurantes et durables pour faire rayonner les Bouches-du-Rhône à l'international.

Unis, nous garantirons l'équilibre et la pertinence d'une action publique locale adaptée aux réalités et aux spécificités de chaque territoire.

Unis, nous permettrons l'expression de la diversité politique et citoyenne pour apporter des solutions locales aux besoins de l'ensemble de la population.

Unis, nous répondrons aux défis sanitaires, sociaux, économiques, environnementaux et démocratiques.

Unis, nous créerons les conditions d'un large rassemblement de la gauche citoyenne.